



**Plus de deux mois de révolte contre l'État
du Chili : bilans rapides, projections
instinctives et négations permanentes**



**À coups de marteau avec l'État : conjuguer
le territoire et l'affinité pendant la révolte**



Octobre 2022

Plus de deux mois de révolte contre l'État du Chili : bilans rapides, projections instinctives et négations permanentes

*La passion de la destruction
est en même temps une passion créatrice*
Michel Bakounine

*L'insurrection est une fête.
Le bruit de leur déroute nous amuse*
Fuerzas Autónomas y Destructivas León Czolgosz

L'AVANCÉE DE LA RÉVOLTE : DES JOURS ET DES MOIS AU COMBAT

La révolte qui secoue la région chilienne se poursuit sans interlocuteurs valides. Elle continue à être acéphale, auto-convoquée, chaotique et destructrice ... irréductible malgré les mort-e-s, les blessé-e-s, les mutilé-e-s et les presque 2000 prisonnier-e-s qui remplissent encore plus les taules de tout le Chili. L'étincelle lancée avec la stratégie de fraude massive du métro en réponse à une nouvelle hausse du prix du trajet a cristallisé la continuité de luttes et de méthodes contre le pouvoir, en se déchaînant avec toute sa force et sa vitalité le 18 octobre.

Les répliques constantes du tremblement de terre qui a caractérisé les premières journées de révolte se répètent tous les jours avec plus ou moins d'intensité, s'exprimant par d'audacieuses attaques contre des commissariats, des symboles du capitalisme et dans les durs affrontements avec les carabiniers. Bien qu'une certaine usure (normale et compréhensible après plus de 80 jours de combat) soit perceptible, la violence contre le pouvoir se porte bien, des secteurs qui la condamnaient jusqu'il y a peu la légitimant comme principal instrument pour rompre avec l'ensemble de l'ordre imposé. Nous pensons que cela, avec l'inexistence de toute direction définie,

représente, d'une manière ou d'une autre, l'un des principaux ingrédients ayant amené à ce que la révolte reste incontrôlable.

La présence anarchiste est claire et connue depuis le premier jour dans les différents scénarios d'affrontement, et comment ne le serait-elle pas, puisque celui-ci est l'expression débordante et massive de pratiques transgressives, menées à bien ou juste tentées, qui se reproduisent depuis des années ? Comment ne le serait-elle pas, puisqu'il s'agit d'une révolte incontrôlée et sans direction centralisée ? Comment ne le serait-elle pas, puisque cette révolte se trouve directement en phase avec nos appels constants et nos actions d'agitation ? La révolte fait partie de nous parce que nous en faisons partie ; nous nous sentons tout-à-fait à l'aise et heureux dans son tourbillon destructeur, essayant de l'étendre et de l'intensifier là où nous le pouvons et de toutes les manières possibles, éloigné-e-s et hostiles à toute prétention visant à la domestiquer et/ou à en prendre la tête.

En plein dans ces mois de révolte, faisons à présent une petite pause, respirons en prenant une grande bouffée d'un air encore intoxiqué par les gaz, afin de tirer quelques choses au clair, de mettre en commun nos évaluations, projections et, bien entendu, nos négations.

VIOLENCE DE RUE ET RÉPRESSION

Cette révolte s'est avérée un changement, mais également une continuité dans les formes qu'elle a prises et dans le défi lancé au monde du pouvoir. On a pu observer une massification dans l'exercice de la violence contre des structures du pouvoir (institutions financières, partis politiques ou symboles du pouvoir) et bien sûr contre ses différentes troupes de choc (militaires, carabiniers, agents de la PDI et tentatives de milices para-policières représentées par les gilets jaunes¹).

Ces expressions généralisées ont contribué à l'ample trajectoire de combat qui, tout en n'ayant pas débuté le 18 octobre, ont su innover à la chaleur du conflit en modifiant les stratégies offensives. Par exemple, l'utilisation systématique et massive de boucliers n'a été nécessaire qu'en réponse à l'énorme quantité de balles en caoutchouc et de lacrymogènes tirées au visage et contre le corps, causant le nombre de personnes blessées et mutilées que l'on connaît désormais dans le monde entier. En même temps, le caractère protéiforme s'est exprimé une fois de plus dans la contribution apportée par chacun selon ses capacités au combat. Il y a par exemple celles et ceux qui utilisent des pointeurs laser pour aveugler la répression, celles et ceux qui dépaient la chaussée pour sortir des pierres, celles et ceux qui fournissent en nourriture et en eau celles et ceux qui passent des heures dans l'affrontement. Tout cela

organisé de manière complètement informelle et à la chaleur de la lutte et de la rue.

La violence politique préalablement acquise a été validée et totalement légitimée lors de ces journées, ce qui donne même lieu à un romantisme sur la “*première ligne*”, lequel suscite en nous une certaine méfiance et plus d’une réserve en raison de l’exaltation héroïque de rôles particuliers dans la révolte qui pourrait dériver en fétichismes et en logiques d’avant-garde militariste.

On est ainsi passé d’affrontements décentralisés pendant les premiers jours à des combats circonscrits, principalement dans le centre de Santiago et différentes zones centrales de *poblaciones* ou de places dans différentes villes à travers tout le Chili. Des batailles qui virent souvent en combats pour du terrain gagné et/ou perdu face à la répression.

Les protagonistes de la révoltes sont divers, ne fantasmons pas un rôle vedette, unique et excluant de la tendance anarchiste. Dans la rue, nous avons perçu derrière les capuches, les lunettes de protection et les masques à gaz, la variété de celles et ceux qui alimentent la révolte, ce qui ne va pas à l’encontre du caractère anarchique que nous voyons dans cette révolte : hostile au pouvoir, sans leaders, et forgeant des liens horizontaux de soutien mutuel et de solidarité. L’impression de simple protestation ou de dénonciation revendicative est clairement dépassée par cette sensation de vouloir changer absolument tout, un sentiment qui, même s’il est éphémère et si nous ne savons pas combien de temps il va durer, est l’oxygène de la révolte ces jours-ci.

La répression reprend en partie son propre fil et sa mémoire historique avec des pratiques et des méthodes issues de la dictature, dont elle démontre l’évidente continuité. Diverses tactiques répressives ont été largement diffusées, allant des arrestations, tabassages, tortures, viols, abus sexuels, mutilations des yeux, jusqu’aux morts dans les circonstances les plus diverses (par tirs ou tabassages, des morts lancés dans des commerces incendiés pour les faire passer pour des “pillards”, ou encore des personnes écrasées par des véhicules et asphyxiées par les gaz).

Du côté de l’État, on entend des appels angoissés et désespérés à la paix et à l’unité des chiliens. Une stratégie de pacification qui n’a jusqu’à présent donné aucun résultat d’ampleur, ne réussissant pas à s’imposer à la rage et à la négation de la normalité fissurée. Une campagne de paix ridiculisée en permanence par tout le monde, là où il n’y a simplement plus personne pour croire ou attendre quoi que ce soit des puissants. De leur côté, tous les partis politiques sont parvenus au consensus absolu pour lancer une série de lois répressives que la machinerie administrative est déjà en train d’approuver.

Apprenant de l'histoire, nous nous attendions de la part de la gauche à une stratégie de récupération de la révolte, l'amenant vers des revendications négociables, des leaders ou à la maîtrise par des organisations. L'agglomérat "Unité Sociale" (*Unidad Social*), réunissant différents syndicats et organisations politiques, a essayé en vain de mettre en place cette stratégie. Malgré leurs misérables tentatives pour prendre la tête des manifestations, la rue fait bonnement la sourde oreille et les considère avec indifférence. Actuellement, si Unité Sociale appelle à déposer les armes de la révolte et au retour à la normalité, personne ne l'écouterait. Ce qui ne veut pas dire que les révolté-e-s ne profiteront pas de n'importe quel appel à la grève ou à d'autres mobilisations pour rassembler les forces dans toujours plus de combats.

De nouvelles manières de s'associer ont surgi sur les territoires à la chaleur du combat et directement en lien avec la révolte. Polémiques et contradictoires, ces assemblées territoriales sont devenues un lieu commun pour discuter de nos projections, de manières de vivre et de nous associer en rupture avec le vieux monde.

UN NOUVEAU GERME DANS LA RÉVOLTE ? LES ASSEMBLÉES TERRITORIALES

Les assemblées territoriales, nées dans la révolte, se présentent aujourd'hui d'un côté comme des initiatives intéressantes où il est possible de mener à bien des expériences d'auto-organisation dans différents milieux, en impulsant et en fortifiant des processus d'autonomie territoriale dans beaucoup de secteurs, de *poblaciones* et de quartiers dans tout le pays. D'un autre côté cependant, ces assemblées réclament dans leur grande majorité la création d'une assemblée constituante qui établisse une nouvelle constitution pour remplacer celle existant depuis 1980. Des groupes politiques, des mouvements sociaux et des syndicats qui prônent depuis des années la création d'une assemblée constituante, profitent de la conjoncture pour tenter de mettre en avant cette revendication comme seule et principale demande, ce qui représente de manière évidente une sortie pacifique et citoyenne à la révolte qui se traduirait par une refondation et donc, par un renforcement de l'État.

De même, nous avons affaire à des tendances politiques qui cherchent à transformer les assemblées en conseils autonomes auxquels le pouvoir incomberait à l'heure d'organiser (ou de supplanter) la "nouvelle société", ainsi qu'à d'autres lignes qui cherchent à les transformer en instances de transition précédant un gouvernement des travailleurs.

À ce stade, il est nécessaire de clarifier et de souligner avec véhémence qu'aucun groupe, assemblée, fédération ou organisation anarchiste ne porte ni ne soutient

la revendication d'assemblée constituante. Aucune expression du monde anarchiste ne perçoit actuellement une nouvelle constitution comme une issue valable ou un triomphe de la révolte comme cela a été affirmé de manière erronée dans un écrit diffusé au cours des dernières semaines. Qui plus est, toutes ces expressions ont pris de façon explicite position contre la voie constitutionnelle.

Si des compagnon-ne-s anarchistes se rencontrent en participant activement à des assemblées territoriales (comme c'est effectivement le cas), c'est pour impulser des initiatives à même de satisfaire nos besoins et dans dans tout le pays. D'un autre côté cependant, ces assemblées réclament dans leur grande majorité la création d'une assemblée constituante qui établisse une nouvelle constitution pour remplacer celle existant depuis 1980. Des groupes politiques, des mouvements sociaux et des syndicats qui prônent depuis des années la création d'une assemblée constituante, profitent de la conjoncture pour tenter de mettre en avant cette revendication comme seule et principale demande, ce qui représente de manière évidente une sortie pacifique et citoyenne à la révolte qui se traduirait par une refondation et donc, par un renforcement de l'État.

De même, nous avons affaire à des tendances politiques qui cherchent à transformer les assemblées en conseils autonomes auxquels le pouvoir incomberait à l'heure d'organiser (ou de supplanter) la "nouvelle société", ainsi qu'à d'autres lignes qui cherchent à les transformer en instances de transition précédant un gouvernement des travailleurs.

À ce stade, il est nécessaire de clarifier et de souligner avec véhémence qu'aucun groupe, assemblée, fédération ou organisation anarchiste ne porte ni ne soutient la revendication d'assemblée constituante. Aucune expression du monde anarchiste ne perçoit actuellement une nouvelle constitution comme une issue valable ou un triomphe de la révolte comme cela a été affirmé de manière erronée dans un écrit diffusé au cours des dernières semaines. Qui plus est, toutes ces expressions ont pris de façon explicite position contre la voie constitutionnelle.

Si des compagnon-ne-s anarchistes se rencontrent en participant activement à des assemblées territoriales (comme c'est effectivement le cas), c'est pour impulser des initiatives à même de satisfaire nos besoins et dans une perspective d'auto-organisation dans différents sens, dans le but de tenter de se passer de l'État et du capitalisme pour les résoudre, sachant clairement que nous nous trouvons dans une situation d'oppression où il est impossible d'échapper aux tentacules du pouvoir. C'est pour propager et réaliser des dynamiques anti-autoritaires partout où c'est possible, et non pas pour réclamer une nouvelle constitution, un nouveau collège électoral ou un nouveau référendum. En définitive, la participation aux assemblées territo-

riales s'inscrit dans la recherche permanente de nous réapproprier nos vies, de les reprendre en main, en expérimentant avec d'autres, proches ou pas, des manières de nous rapporter éloignées et contraires à celles qu'on nous impose. Dans ce sens, en tant qu'anarchistes nous nous impliquons à partir de notre position basée sur la conflictualité permanente et la recherche de la liberté individuelle, et nous ne nous mettons donc pas à la remorque des assemblées, pas plus que nous nous confondons avec des chemins qui ne sont pas les nôtres. Nous ne considérons pas ces espaces comme quelque chose d'achevé et si, le temps passant, ils devaient prendre des tonalités autoritaires et institutionnelles, nous serions alors sur le trottoir d'en face.

**LE DERNIER MOT N'EST PAS DIT :
LES JEUX SONT OUVERTS**

Ce panorama crucial, massif et dynamique, sans leaders, sans requêtes concrètes, et toujours pas récupéré par le système, a été le contexte dans lequel nous avons bougé et vécu ces derniers mois. Cela continue sans interruption, bien que l'intensité varie selon les événements et l'usure provoquée par la répression.

Pour essayer de ne pas accommoder les faits à des conceptions pré-établies, nous mettons constamment nos conclusions en question en les confrontant avec celles d'autres compagnon-ne-s, d'autres tendances subversives, et avec ce qui se passe dans la rue. En aucun cas, nous ne voulons tomber dans des fantasmes auto-complaisants ou dans de ridicules théories complotistes qui voient des montages partout. Dans ce sens, il est nécessaire de signaler que tout n'est pas rejet et destruction de l'ordre établi dans la révolte, puisqu'il existe en son sein des groupes et des mouvements sociaux qui font partie du monde institutionnel et beaucoup d'autres qui, si ce n'est pas encore le cas, cherchent à en faire partie. Pourtant, malgré leurs multiples et constantes tentatives, les expressions citoyennes et institutionnelles n'ont pas réussi à diriger, à centraliser et/ou à pacifier la révolte. Un échec qui ressort en permanence et que divers groupes anarchistes entendent étendre jusqu'à un point de non-retour avec des expressions de propagande – de tout type et dans différents environnements – qui identifient le pouvoir et ses tentacules comme l'ennemi à détruire.

**CONSTRUISANT DES CHEMINS DE DESTRUCTION :
ÉVALUATIONS, PROJECTIONS ET NÉGATIONS**

Cette période de révolte a mis en lumière nos faiblesses, qui se manifestaient depuis plusieurs années, mais qu'on remarque avec plus de clarté encore dans le contexte actuel. D'une part, le manque d'articulation, de coordination et de communication entre groupes et sphères anarchistes, particulièrement entre celles et ceux qui font le pari de l'informalité et de la confrontation permanente, a induit entre

autres choses le fait qu'on ne parvienne pas à mener à bien des initiatives d'envergure intéressantes, en particulier lors des premiers jours de révolte (les 18, 19 et 20 octobre). Une coordination solide, qui aurait été forgée au préalable, aurait pu ouvrir de nouveaux chemins d'affrontement dans un contexte de débordement généralisé où tout était possible, où tout était à portée de la main. L'État était en train de tomber, et il fallait l'aider à lui donnant le coup de grâce. Il aurait été possible, parmi beaucoup d'autres choses, d'intensifier l'offensive, d'occuper des espaces, et pour cela nous pensons qu'il est indispensable de créer des canaux effectifs de communication et d'articulation entre celles et ceux qui, comme nous, luttent pour la destruction du pouvoir.

En lien avec ce qui précède, le manque d'espaces anarchistes où nous puissions nous réunir et réaliser des activités a aggravé cette absence de liens. Pouvoir compter sur des lieux stables aurait non seulement pu aider à tenter de générer des espaces de réunion (malgré le peu et la faiblesse de communication qui existe) ; mais cela aurait aussi servi à réaliser des actions de propagande, à collecter du matériel, etc. Ainsi, les possibilités d'avoir une incidence et une capacité de transgression sur les territoires se seraient considérablement accrues si ces espaces avaient existé, bien que demeure l'incertitude sur la manière dont la répression se serait comportée vis-à-vis de ces hypothétiques espaces.

Malgré ces manques, nous avons vu dans la révolte une réaffirmation de pratiques et de positions que nous propagions depuis des années et pour lesquelles beaucoup de compagnon-ne-s ont passé-e-s et se trouvent encore en prison. Nous faisons référence au pari de la destruction ici et maintenant de ce qui nous opprime, de la confrontation incontrôlée et permanente, de l'extension et du saut qualitatif dans le combat de rue, en somme à tout ce que nous avons pu vivre et apprécier ces derniers mois de manière massive et ininterrompue. Nous pensons que la conflictualité anarchiste constante a donné des fruits, perceptibles dans le combat de rue sauvage mené par les lycéen-ne-s au cours des dernières années, qui s'est caractérisé par l'indéniable sens anarchiste reflété dans leurs discours et pratiques. Cette lutte des lycéen-ne-s, sans trêves et toujours plus incisives, a été directement précurseur du 18 octobre, il n'y a à notre avis pas de doute là-dessus. Les fraudes qu'ils et elles ont appelées, encouragées et réalisées ont été le déclencheur inattendu de la révolte que nous sommes en train de vivre, ces fraudes ayant d'ailleurs été précédées par des mois d'affrontement contre la police, principalement de la part des élèves de l'*Instituto Nacional*, un lycée emblématique situé au centre de Santiago.

Le fait que la révolte continue, chaotique et acéphale, est dû à de multiples facteurs et circonstances dont l'analyse excéderait de beaucoup les limites de ce texte, même si la forte présence anarchiste misant sur l'extension et l'intensification de la révolte a

joué un rôle important dans l'échec des milieux qui tentent de la pacifier et de la diriger. Les positions acrates exprimées et matérialisées dans le combat de rue et dans les autres aspects de cette révolte ont convergé presque harmonieusement avec la spontanéité destructrice des foules galvanisées, ce qui a en partie empêché la reprise en main de ce débordement.

Par rapport à ce qui précède, nous considérons comme une force que la totalité des sphères anarchistes informelles n'aient pas été obnubilées par des prétentions avant-gardistes, ni par de ridicules tentatives de former une grande organisation capable de diriger la révolte, comme l'évoquent des ex-militant-e-s noctambules de groupes politico-militaires d'extrême-gauche qui regrettent un passé où ils étaient les guides et les canalisateurs absolus des voix transgressives. Anarchistes, nous pensons et nous avons très bien compris que nous sommes un élément parmi d'autres dans cette révolte, ni en-dessous, ni au-dessus des autres, et que lutter pour l'étendre ne signifie pas que nous voulions la diriger, cela signifie au contraire, entre autres choses, combattre celles et ceux qui tentent d'en prendre les rênes parce que nous savons que si c'était le cas, ce serait la fin de la révolte.

La situation des compagnon-ne-s en prison avant la révolte était agitée en raison de possibles transferts et de l'imposition de lois faisant encore plus obstacle à leur remise en liberté. Le fait que les prisons n'aient pas été des lieux de soulèvements durant la révolte est une réalité, tout comme il est vrai que faire sortir nos prisonnier-e-s a toujours été une priorité dans toutes les révoltes, celle-ci ne doit pas faire exception, et ce pour la simple raison que ces personnes nous manquent dehors.

Les apprentissages et les questionnements sont multiples et se succèdent lors de chaque journée d'affrontement, de chaque repos à la chaleur des barricades ou de promenades à travers la ville. Les discussions et spéculations sur les possibles scénarios semblaient ne jamais prendre fin et se reproduisent à chaque conversation entre compagnon-ne-s à l'occasion de quelque rencontre fortuite ou au beau milieu d'activités sur différents territoires. Ce sont ces leçons précipitées qu'il nous intéresse de partager avec les compagnon-ne-s de tous territoires et contextes, des leçons qui se transforment en noeuds de discussion sur les possibilités du conflit encore en cours.

Cela fait des années que du côté des tendances informelles de l'anarchie nous soulignons la nécessité de la libre-association et des groupes d'affinité, que nous les avons mis en pratique dans différentes dimensions du conflit, puisque cela nous semble être la manière de nous organiser la plus cohérente et en accord avec nos positions, en nous permettant de stimuler nos individualités de façon collective, sans structures qui nous limitent ou nous entravent, en nous unissant dans une volonté sincère.

Lors du développement de la révolte, les initiatives territoriales pour propager tant le conflit que l'autonomie sont multiples, à partir des quartiers, des *poblaciones*, des bidonvilles ou des communes où ces élans ont pu prendre corps. La dimension territoriale acquiert alors une force importante, aussi bien pour affronter l'État et son contrôle que pour impulser des initiatives antagonistes au vieux monde liées à la survie. Ce qui pose donc la question suivante : comment conjuguer l'affinité avec les perspectives territoriales où l'union repose principalement sur la localisation géographique? À quel point se recourent-elles et où s'éloignent-elles? Pouvons-nous ignorer les initiatives territoriales ou à l'inverse dédier toutes nos forces à ces seuls espaces? Voilà quelques questions qui ne sont pas encapsulées dans des discussions théoriques, mais se transforment en doutes éminemment pratiques de la vie quotidienne pendant la révolte.

Dans ce sens, des questions comme celles-ci ou sur les possibilités d'autogestion et d'autonomie lorsque l'État se fissure nous mènent aux débats de fond concernant les projections anarchistes. C'est dans la révolte que nous nous sommes rendu compte que ces débats que nous avons souvent fuis, car ils nous semblaient chargés de promesses de révolutions futures, sont en réalité actuels quand nous les considérons dans l'optique du conflit permanent. Le pouls de la révolte et le conflit le disent, l'exigent.

Parmi celles et ceux qui, comme nous, cherchent la destruction effective du pouvoir et pas seulement une dynamique de protestation routinière, surgit la nécessité d'expérimenter les possibilités réelles de vivre de manière antagoniste à l'État, en détruisant l'État. Quand tous les supermarchés de la zone sont pillés ; quand une grande partie des transports est saboté ; quand les services de l'État-Capital ne fonctionnent simplement pas ; quand la structure de la ville est détruite et ne fonctionne que de manière à peine intermittente, comment satisfaisons-nous nos besoins? Avec qui ? Entre qui ? De quelle manière ?

C'est avec ce point que nous en revenons à l'essence de la lutte anarchiste, avec la praxis destructrice/créatrice. Nous comprenons la destruction et la création comme allant simplement de pair, elles ne peuvent être vues comme deux étapes distinctes, mais se développent plutôt comme un exercice simultané. De manière plus profonde, le/la jeune qui décide de détruire une agence bancaire n'est pas juste en train de briser des vitres ou de réduire en cendres ce local, mais en plus de détruire le symbole, il/elle construit en parallèle une autre compréhension de la violence, de la normalité, de l'urbanisation, de la vie et de la manière d'affronter l'oppression. Soyons clair-e-s, il ne s'agit pas de vitres en plus ou en moins, mais de rapports sociaux et de structures de domination, et dans ce sens la révolte génère des dispositions, des

volontés, des créativité, une imagination et une vitalité inconnues dans le monde du pouvoir. Nous l'avons éprouvé et vécu dans notre propre chair, dans des conversations, des dialogues et des liens.

De l'acte individuel jusqu'au développement d'une révolte généralisée, la destruction de structures matérielles et la fissuration des rapports d'autorité portent en elles la création, presque instinctive, la négation du présent, et les possibilités de nouvelles manières de comprendre le monde. C'est sur ce terrain que nous avons besoin de vivifier les possibilités qui en émanent en les amenant à la praxis, à la matérialisation pour survivre et attaquer.

Nous avons toujours porté une critique destructive des bulles de liberté et nous n'allons pas y faire exception maintenant. Néanmoins, nous voyons bien que dans les contextes de révolte généralisée, de fracture et de cassure de l'État, c'est l'affrontement lui-même qui nous repose la question de comment résoudre notre vie quotidienne de manière antagoniste au pouvoir ? Nous savons que la réponse ne réside pas dans une vie alternative et de coexistence, mais dans la conception d'expériences combatives et en opposition ouverte au monde du pouvoir. Les discussions sur le pari du contrôle territorial de petites communautés démultipliables et s'affrontant au pouvoir font partie de certaines conversations à la chaleur de la révolte. Nous apprenons d'expériences passées, mais nous avons besoin de les actualiser.

Nous avons toujours visé au fait que nos moyens soient directement en accord avec nos fins, alors en partant des projections anarchistes informelles et négatrices nous nous permettons de rêver éveillé-e-s en regardant le présent. Quelles sont nos fins ? Nous faisons le pari de l'association entre petites communautés qui se soutiennent mutuellement et contribuent les unes aux autres, sans structures stables au-dessus des individus, en maintenant la tension et le questionnement permanents sans jamais croire en une réalisation finale ou finalisée. Nos pratiques au présent doivent être capables d'aller dans ce sens.

La révolte nous ouvre constamment de nouvelles discussions, ce ne sont pas des dialogues fermés puisque nous sommes actuellement en train de vivre ce processus plein de vie. Nous nous demandons à nouveau quelles sont les limites de la révolte et comment la transformer en effondrement total de l'État et du régime d'autorité, comment abattre l'ordre établi. La révolte reflète nos propres limites, non pas celles qui parlent du manque d'une organisation spécifique, d'une structure, de positions et de manières de fonctionner, mais celles qui se réfèrent à nos capacités de faire tomber le vieux monde, ainsi qu'à l'expansion et la défense d'expressions anti-autoritaires.

Que pouvons-nous faire de plus ? Que pouvons-nous donner de plus ? La rue n'a pas cessé de brûler et le conflit acquiert son propre rythme, se massifiant et gagnant en qualité. Loin de souhaiter ou de regretter quelques partis armés pour rendre les coups et nous reposer sur ces structures, nous pensons que les révoltes ont des forces et des rythmes propres, et peut-être les révoltes en plein XXI^e siècle ont-elles des dynamiques que nous sommes juste en train d'explorer et de connaître. Ceux qui tristement voient la main de l'État derrière les débuts et le déploiement de la révolte, taxant la réalité que nous vivons de "simulacre d'insurrection" méritent un apparté : ce sont des postures chargées de défaitisme, empreintes d'une vision hygiénique et structurée du déroulement d'une révolte. Ces analyses resteront anecdotiques dans les mémoires et se perdront dans le feu de la révolte et la destruction de symboles du pouvoir, dans l'un des processus politiques et historiques les plus importants des dernières années, sous la domination de l'État chilien et au niveau mondial, en ce qui concerne l'expérience anarchiste.

Aujourd'hui, les rues sont encore en feu, des centaines d'yeux continuent d'être aveuglés par les sicaires en uniforme, le sang continue de maculer les murailles des commissariats et des centaines de prisonnier-e-s affrontent la taule pour la première fois. L'odeur d'essence, de gaz lacrymogène, le bruit des explosions, la couleur du feu entre les laser savent se mélanger aux restes de statues et de monuments éparpillés au sol. Chaque jour, dans chaque lieu, c'est une nouvelle journée de révolte, même si l'épuisement montre ses effets et si les combats sont plus épisodiques. Aujourd'hui, le pouvoir ne parvient pas à imposer l'ordre et la normalité absolue, tandis que pour notre part, les insurgé-e-s, nous n'avons pas non plus réussi à complètement renverser l'échiquier. Les jeux restent ouverts et se déroulent en ce moment-même, alors que nous écrivons ces mots apparaissent de nouvelles initiatives d'insubordination et de désobéissance insurgée.

Allons jusqu'au bout, misant le tout pour le tout.

Parce que la révolte est vivante : Vive la révolte reproductible et contagieuse !

Kalinov Most / Région chilienne

Traduction de l'espagnol du numéro spécial de la revue anarchiste internationale Kalinov Most, *Más de dos meses de revuelta contra el Estado de Chile : Raudos balances, instintivas proyecciones y permanentes negaciones* (Plus de deux mois de révolte contre l'État du Chili : bilans rapides, projections instinctives et négations permanentes), janvier 2020, 16 p., et publié dans *Avis de tempêtes. Bulletin anarchiste pour la guerre sociale*, n°25, 15 janvier 2020

À coups de marteau avec l'État : conjuguer le territoire et l'affinité pendant la révolte

TERRITOIRE ET AFFINITÉ EN RÉVOLTE

Les escarmouches contre la normalité se sont succédé les unes après les autres jusqu'à ce que les événements se multiplient à tel point qu'il était impossible de ne pas se rendre compte que nous étions face à une révolte. Ce n'étaient pas seulement les structures du capital qui brûlaient, ni les fenêtres ou les véhicules de police qui se fissaient simultanément. Quelque chose d'autre se brisait, une fissure permettait à l'ordre moribond de l'autorité de s'écrouler littéralement sous nos pieds. C'est précisément cette fissure et ses premiers débris que nous voudrions approfondir, afin de poser des questions qui, même sans avoir de réponses, et sans même être de nouvelles questions, peuvent donner des pistes, à nous-mêmes, aux compagnons d'autres territoires ainsi qu'aux compagnons d'autres moments historiques afin d'affronter leurs propres contextes. Nous ne sommes pas terrifiés par les questions sans réponse, mais par le fait de ne pas poser suffisamment de questions ou d'abandonner les bonnes questions.

Un nouveau cycle de la guerre sociale s'est ouvert, et avec lui des possibilités infinies. C'est dans cet univers de mondes possibles que le territoire, l'affinité et sa temporalité sont des éléments clés à creuser.

LA GUERRE SOCIALE DANS SON TERRITOIRE ET SON RYTHME

De nombreuses lectures mettent en évidence une réalité où l'autorité et le pouvoir sont complètement dilués dans une myriade de relations et d'interactions dans le cadre de la mondialisation de l'économie. Le caractère intangible de cette relation semble être sa principale caractéristique. De cette prémisse découle une conclusion lapidaire : il n'est pas possible de faire grève, car il n'y a nulle part où faire grève. Si nous ajoutons à ces lectures la virtualité des liens et des dépendances ainsi que les luttes identitaires, nous avons un scénario parfait pour submerger toute lutte dans une asphyxie totale. Où est le pouvoir ? Partout et pourtant nulle part, un fantôme aussi invisible qu'omniprésent qui commence même à avoir un caractère naturel, inaltérable et perpétuel. La belle dévastation de la révolte en cours, si elle a rendu certaines analyses plus complexes, a aussi réussi à simplifier d'autres réalités en les rendant évidentes et claires.

La domination a besoin de différentes dimensions pour s'exercer, qu'il s'agisse des économies globalisées, des impositions de la culture dominante, des tactiques répressives ou de la machinerie extractiviste. Il est bien vrai que les palais d'hiver

ne peuvent plus être pris en charge pour générer un renversement automatique de l'ordre dominant. Si ce fait est évident, on ne peut nier le fait que la domination utilise et occupe un espace physique. Un territoire.

L'administration des États dans la souveraineté nationale n'est rien d'autre que le contrôle d'un territoire donné par le pouvoir, qui a besoin d'une certaine infrastructure montée sur un tableau spécifique avec ses particularités sociales et géographiques, dans lequel il administre l'oppression. L'État, le capital, le pouvoir et ses agents sont rassemblés telle une troupe d'occupation sur un certain territoire. On peut résister à cette occupation et la combattre, sans jamais aspirer à des îlots de liberté prétendument indépendants et résolus, mais un exercice réel de lutte pour la libération est toujours possible dans un espace et un lieu concrets, c'est-à-dire dans un territoire.

Le contrôle de la part de la domination se tisse à différentes échelles, des frontières nationales aux villes et aux quartiers. C'est sur cette géographie urbaine du contrôle et du pouvoir que nous avons généralement développé les luttes anti-autoritaires, bien qu'il soit clair que la lutte dans les territoires ruraux ou semi-ruraux a eu ses propres dynamiques dans la lutte contre les expressions extractivistes et autres qui, bien qu'elles méritent d'être réfléchies, ne sont pas l'objectif de l'analyse de ce texte.

La ville apparaît comme l'expression et l'apogée de la civilisation, la centralisation du pouvoir au niveau administratif et symbolique. C'est dans la ville, avec ses rythmes et ses espaces physiques que nous menons nos combats, que nous développons nos liens d'affinité et de complicité, avec tous leurs avantages et inconvénients. Concrètement, pour participer à un squat, une bibliothèque ou un forum, nous pouvons traverser la ville sans grands problèmes par ses propres moyens et infrastructures, en nous organisant selon suivant ses propres rythmes ; il en va de même pour l'organisation d'une manifestation, la réalisation d'une propagande ou la réalisation de combats qui sont précédés par nos déplacements dans la ville, en nous adaptant et en connaissant ses rythmes afin de pouvoir les modifier et les interrompre.

C'est dans le fonctionnement urbain où la normalité était interrompue et sabotée, mais aussi où l'on se rencontrait, que l'on tissait des réseaux, que l'on construisait des liens de camaraderie et de complicité, quel que soit le lieu en question. Dans le rythme urbain, nous rôdons pour développer nos expressions antagonistes.

Certains peuvent chercher une issue à cette contradiction fondamentale en pariant sur une sorte d'autogestion contre-culturelle, limitée principalement au flirt partiel avec le confort d'un nouveau ghetto, d'une tribu urbaine ou d'une vie alternative qui, sans confrontation, est facilement récupérée par la domination.

Octobre 2019 a changé les scénarios dans le territoire dominé par l'État chilien, imposant de nouvelles questions, soulevant de nouvelles possibilités pour porter nos négations à la limite du possible dans la destruction de ce monde et la création d'autres réalités possibles. La pratique et les difficultés dans un territoire spécifique pendant une période de révolte arment la passion destructrice.

LES VOIES DE L’AFFINITÉ INFORMELLE, LEUR TEMPORALITÉ ET LEUR OPPORTUNITÉ

De nombreux textes du courant acrate ont approfondi le développement des relations affinitaires et de l’organisation informelle. On a beaucoup écrit sur la libre association entre individus rejetant les catégories imposées par la domination et ses myriades de segmentations. Le fait de devoir s’organiser avec des individus simplement parce qu’ils font le même travail, se trouvent dans la même situation ou appartiennent au même pays renforce en partie les catégories imposées¹. Tout d’abord, nous comprenons la nécessité d’organiser la survie ou la résistance minimale dans certains contextes, mais de là à donner à ces outils un caractère révolutionnaire et conflictuel, nous y voyons là une impossibilité congénitale. Dans la lutte contre le pouvoir, une partie de la tendance du mouvement a nié les catégories qui nous sont imposées quant au lieu, à la manière et aux personnes avec lesquelles nous devons nous lier et entrer en relation. L’affinité s’ouvre alors comme une voie qui rompt avec les catégories préexistantes et fait se rencontrer ceux qui ont des visions communes dans certaines dimensions de la réalité, en dépassant les catégories et les segments.

Les affinités forgées dans l’expérience des luttes peuvent prendre différentes formes d’organisation. La remise en question permanente des structures établies est une partie inséparable de la lutte acrate, il est donc nécessaire d’identifier les vices de l’organisation formelle afin de construire d’autres formes de liens. La sauvegarde de l’organisation comme fin en soi par rapport aux individus, le maintien de la structure organisationnelle par rapport aux volontés des individus, ou la forme démocratique de résolution suivant laquelle la minorité est balayée et les anti-corps de l’organisation sont expulsés, ne peuvent que nous ramener à la reproduction d’un parti politique. Le germe de l’État et de ses structures naissant alors entre nos mains.

Pour notre part, l’enjeu de l’organisation informelle réside dans la mobilité, l’instabilité de ses composantes individuelles et leur dynamisme. L’organisation ne doit pas être maintenue ou durer au-delà de ce que les affinités et les volontés déterminent, étant un véhicule momentané dans le temps se dissolvant une fois l’objectif rempli. L’informalité rend son fonctionnement variable mais stable et permanent dans la lutte contre le pouvoir.

Certains pourront faire remarquer que l’établissement de liens d’affinité et d’organisation informelle comme priorité dans notre activité politique ne serait dû qu’au contexte actuel de domination (sociétés hautement modernisées et technologisées, citoyenneté, sens minimal de la communauté ou de la classe, etc.) On pourrait la désigner comme la méthode la plus commode pour développer

1 L’un des miroirs pervers de cette dynamique est le groupement identitaire dont le combat est la reconnaissance et le respect de cette identité par le système.

la lutte révolutionnaire dans les conditions actuelles, dans une sorte d'opportunisme où l'affinité et l'informalité ne sont qu'une méthode utile pour le contexte actuel, mais dans un autre moment historique, ces formes changeraient ou tomberaient simplement en désuétude. Aujourd'hui un groupe affinitaire informel, hier un syndicat, demain un parti politique ou un organisme de synthèse, etc. Ceux qui pointent du doigt cet « opportunisme » ou ceux qui forgent des relations d'affinité en dehors de tout contexte ne sont pas conscients de l'ancienneté et de la profondeur des groupes d'affinité et des associations informelles tout au long de la lutte contre l'autorité. Il suffit de jeter un coup d'œil à notre passé pour les retrouver dans tous les contextes ; les petites minorités qui ont naturellement opté pour ce mode d'organisation constituent le fil noir de cette lutte anarchique.

L'affinité n'est pas un véhicule mais une décision en soi. Le noyau de ce que nous concevons comme le refus de l'autorité.

Si nous ajoutons à ces réflexions le facteur temps, qui peut également être compris en terme de moyens et de fins, la discussion prend alors un sens pratique vis-à-vis de notre développement, de nos enjeux et de nos attentes dans le présent.

Il y a ceux qui comprennent les manières de s'organiser et d'entrer en relation les uns avec les autres comme une méthode de lutte qui nous permet de conquérir à l'avenir une idée de la liberté, de la manière dont nous voulons vivre. Aujourd'hui, nous nous organisons et luttons du mieux que nous pouvons pour cet avenir prospère qui verra un jour. Se tourner vers l'avenir est la clé de cette conception.

D'autres positions soutiennent que le lien et les méthodes sont donnés dans la mesure des possibilités actuelles. Ce sont les positions qui aspirent à des moments historiques antérieurs où d'autres éléments étaient prépondérants. Les grèves syndicales, les processus des grandes organisations, la discipline militaire de certains groupes. Leur méthode est basée sur leurs possibilités, la nostalgie d'un passé qui n'existe plus.

D'un autre côté nous observons ceux qui soulignent l'importance de maintenir la cohérence des moyens et des formes d'organisation du présent pour un futur supposé, où la fin doit être en accord direct avec les moyens. L'avenir doit être traçable à partir du présent.

Fortement nourris par certains éléments du nihilisme où la négation est la boussole, nous pourrions en arriver à nourrir des positions dans lesquelles la temporalité et la relation classique moyens/fin commencent à disparaître. Le futur n'existe pas, on ne le rencontre pas et il n'est peut-être même pas possible de l'atteindre. La réalisation d'un monde libre pourrait ne jamais avoir lieu. Les moyens, en l'occurrence l'organisation informelle et les relations connexes, deviennent alors une fin en soi. L'avenir est le présent, et c'est dans le présent que la rupture avec la société s'établit dans tous ses termes.

Bien sûr, cette logique peut déboucher sur un mode de vie alternatif où nous nous sentons satisfaits et pleinement convaincus de faire de notre mieux ou dans le pire des cas de vivre en « liberté » ; mais la position que nous souhaitons renforcer est une résolution offensive, une attaque ici et maintenant. D'une aspiration permanente par-

mi ceux qui comprennent que l'anarchie n'est pas seulement une tension et non une réalisation, mais aussi qu'elle est aujourd'hui et non demain, dans tous les contextes qui peuvent se présenter dans notre présent.

Cette fois, les monuments tombaient à nos pieds, les banques et les ministères brûlaient aujourd'hui, et non dans un hypothétique lendemain. De combien d'essence avons-nous besoin pour finir de mettre le feu au Capital ? Combien de marteaux manquent pour détruire l'État ? Est-il temps de donner du pouvoir aux affinités et à l'informel dans la lutte contre le pouvoir ?

RUPTURES DANS LA RÉVOLTE : NOUVEAUX ET ANCIENS INCENDIES, NOUVELLES ET ANCIENNES QUESTIONS

La révolte n'est pas une émeute, ni même une émeute généralisée, la révolte est la rupture massive des multiples aspects sur lesquels le fonctionnement et la normalité du pouvoir étaient soutenus. C'est la paix des cimetières qui se fissure par des milliers de fissures, ce sont les incendies simultanés, sporadiques et incontrôlés qui brûlent les structures sur lesquelles repose la nécropole. La révolte n'est pas la destruction complète de leur monde, mais le début. Avant de faire l'expérience d'une révolte, nous ne connaissions pas la dimension de ce concept, même avec la participation à des émeutes généralisées comprenant des niveaux élevés de violence.

Ces fissures se produisent en différents endroits, ce qui nous amène à une compréhension complètement différente du territoire afin de poser des questions aussi nouvelles qu'anciennes. Octobre brûle et secoue l'ordre dominant à Santiago, Antofagasta, Valparaíso, Concepción et d'autres grandes villes qui deviennent les épicentres urbains de la révolte. Il n'est plus aussi facile de se déplacer dans la ville, la traverser complètement ne comporte pas seulement des milliers d'obstacles (des forces répressives, couvre-feux, tentatives de contrôles policiers jusqu'à ceux causés par la destruction de la ville ou suite aux innombrables manifestations). Le temps voyage à une vitesse qui lui est propre et le simple fait de se déplacer implique de prendre du temps sur d'autres activités.

Spontanément, le territoire prend une force significative à cause de l'interruption urbaine, et du protagonisme de l'action dans chaque quartier et population. La multiplicité des pillages se produit au niveau territorial, les manifestations et les émeutes émergent instinctivement dans les rues principales proches des lieux de résidence. Le centre ville se transforme en un nouveau territoire en conflit, qui est complété par une action quotidienne en périphérie et dans les zones résidentielles.

À l'unisson de ce panorama, des assemblées territoriales émergent et se multiplient, organisées de manière autonome et répondant à de multiples besoins. Les motivations initiales des assemblées vont de l'organisation des prochaines barricades, aux rassemblements de tacos brisant le couvre-feu, en passant par la prise de nouvelles des voisins, l'organisation de points de santé face au nombre incalculable de blessés, et enfin la tentative de donner une lecture politique et une issue à la révolte. Les as-

semblées sont composées de personnes d'un même territoire, qu'il s'agisse d'un quartier, d'une poblacin, d'un pâté de maisons, etc., qui, avec des positions différentes, commencent à s'organiser horizontalement, en dehors de tout parti politique et de manière ouverte.

Loin d'idéaliser ces exemples, il est important de reconnaître que plusieurs assemblées ont adhéré à des tendances politiques différentes, il y a donc des assemblées plus autonomes et d'autres avec des discours plus citoyennistes. Ils ont souvent été chargés de lever des pétitions pour négocier avec l'État (principalement sur les thèmes de la santé, de l'éducation, des retraites, etc.), et c'est ainsi que leur point culminant de négociation débouche sur une candidature à une assemblée constituante pour réformer – et pourquoi ne pas le dire – renforcer l'État.

Au sein de ces assemblées, où chacun opte pour une voie et des positions différentes, des initiatives sont nées avec des traits évidents d'autogestion et d'autonomie dans les territoires de l'État (occupation de locaux, gestion des besoins collectifs et recherche de solutions en dehors de l'État).

La révolte a été une rupture avec les formes habituelles de combat, au moins dans la dimension territoriale, se référant à des incursions sporadiques dans certaines zones de la ville, répétant les dates de perturbations ou de débordements appelés protestations. La révolte a cassé et brisé les rythmes, les notions de temps et d'espace, nous posant quelques questions dans le seul but de faire éclater leur monde.

Comment combiner les affinités avec les perspectives territoriales où le lien réside principalement dans la localisation géographique, où se croisent-elles et où divergent-elles, pouvons-nous nous désengager des initiatives territoriales ou pouvons-nous donner toutes nos forces uniquement dans ces espaces ?²

ENTRECROISER LE TERRITOIRE ET DE L'AFFINITÉ

Il s'agit de questions pratiques mais aussi théoriques, dont les interrogations ne font que nous conduire à de nouvelles questions, indiquant que nous sommes sur la bonne voie : il n'y a pas d'avenir certain, pas de réponses, de schémas ou de formules à répéter.

La territorialité n'est pas définie par notre volonté mais par notre quartier, là où nous sommes, là où nous vivons ou là où nous réalisons une grande partie de nos activités. À l'inverse, l'affinité se base sur l'hypothèse que les qui comptent doivent être ceux avec qui nous avons et nous construisons un terrain commun, des accords de base pour des aspects spécifiques.

Le territoire est constitué de problèmes particuliers et de situations de tension où le

2 Des questions présentes dans « Plus de deux mois de révolte contre l'Etat chilien : bilans rapides, projections instinctives et négations permanentes ». Kalinov Most/ Kalinov spécial révolte, janvier 2020, p. 5 de la présente brochure.

pouvoir s'exprime de différentes manières dans la vie quotidienne, parfois de manière plus basique et simple (présence policière répressive) ou d'autres fois de manière beaucoup plus complexe (rapports de force, trafic de drogue, autorités religieuses et/ou de quartier). Les grands symboles du pouvoir sont éloignés, les infrastructures, les artères du système et les lieux de dommages économiques sont protégés par la distance. Il faut se déplacer pour les combattre, comme cela s'est produit plusieurs fois au cours de la révolte par des raids sur les quartiers commerciaux avec des manifestations, des protestations et des émeutes. L'État et le pouvoir viennent dans les territoires par nécessité, par normalité et par impuissance à changer l'exploitation quotidienne.

La rencontre territoriale et les liens d'affinité peuvent à première vue être lus comme contradictoires, voire dichotomiques. Mais de leur conjugaison peut émerger une exceptionnalité dans les pensées et les actions de lutte.

Dans les quartiers et les territoires, les attaques de commissariats, les marmites en commun, les victoires dans la rue, les assemblées pour résoudre les besoins se sont multipliés. Les groupes d'affinité au sein d'un territoire, même s'ils existaient déjà, sont apparus ou peuvent également être déplacés. Souvent, nous avons la chance de construire de nouvelles affinités basées sur le contexte de la révolte, d'autres fois, nous sommes moins nombreux ou nous nous retrouvons dispersés dans la ville, nous déplaçant tous vers un territoire donné. Ce serait faire preuve de myopie que de ne pas rendre visible la force que prend la dimension territoriale dans une révolte et dans les possibilités de déclencher l'insurrection. L'affinité doit savoir contempler cette dimension quand l'occasion se présente, c'est dans ces moments de rupture absolue et complète que la force et le contexte dans certains endroits peuvent faire ressortir le meilleur d'elle-même pour la destruction du monde de l'autorité.

Nous ne pouvons pas abandonner nos affinités parce que « le chili s'est réveillé » et aller vers des formes que nous rejetons en son sein, au contraire, c'est le moment de les renforcer, de renforcer le discours, de le consolider, de tout donner et de s'éloigner des positions paralysantes qui persistent comme « le peuple n'est pas prêt », « les conditions ne sont pas réunies », ou des positions paternalistes qui cherchent à guider le chemin ou à intervenir et indiquer la « vraie façon de lutter ». Les rues sont en flammes, les banques détruites, les pharmacies et les supermarchés pillés, les temps et les conditions sont toujours là et les formes de lutte sont là, dans les ruines fumantes.

Les relations d'affinité éclosent et se renforcent, mais elles peuvent aussi être coordonnées et renforcées en brisant la temporalité, les excuses et les contextes idylliques afin de pouvoir, à travers une certaine lecture de la réalité, jouir de la liberté aujourd'hui, au moment même de la confrontation et de la destruction de l'État et du pouvoir.

Dans le contexte actuel de révolte, situer l'assemblée territoriale en opposition *pour soi* à l'existence de groupes d'affinité est une fausse dichotomie puisque – pour l'instant – ils peuvent se compléter et même se renforcer mutuellement dans les aspects de confrontation, d'autonomie et de signes de contrôle territorial. L'affinité territo-

riale peut renforcer les espaces de rupture, de négation et de construction de relations libres. C'est un défi nécessaire pour ceux qui voient un fossé à approfondir. Ces groupes d'affinité peuvent fonctionner en dehors des assemblées territoriales, se coordonner de manière informelle sur des objectifs communs ou même être complètement autonomes mais reconnaissant à la fois leur existence et leur travail sur un territoire.

QUELQUES PISTES ET CLAIRS-OBSCURS DANS LES TERRITOIRES : « LE COMUNÉ », CONTRÔLE TERRITORIAL, OU BULLES ET ÎLOTS DE LIBERTÉ

Au fur et à mesure de la progression de la révolte, l'un des endroits où les combats se sont intensifiés a été la place de la Dignité³, au cœur du centre-ville, qui a rapidement pris des allures de territoire de ce point de vue. Les assemblées territoriales et les différentes instances créées⁴ se sont combinées à l'action multiforme des groupes d'affinité, tandis que dans le même temps, les quartiers et les villes continuaient à se renforcer.

Le développement de cette lutte nous amène à une question qui ne se pose pas dans le futur mais dans le présent. L'intensification de ce format territorial génère immédiatement la concentration des forces répressives dans un secteur qu'elles cherchent à contrôler. Cet encerclement répressif présente des caractéristiques différentes à la Plaza Dignidad et dans les villes ; le premier de ces lieux ne se caractérise pas par le fait d'être une zone résidentielle ou d'habitation permanente, tandis que dans le second, la pression répressive est constante, tout comme la nécessité de satisfaire les besoins élémentaires de la vie quotidienne.

Lorsque le conflit s'intensifie dans certaines villes et villages et qu'ils parviennent à harceler les forces répressives du secteur⁵, ils sont rapidement militarisés et envahis

3 La Plaza Italia, rebaptisée Plaza Dignidad pendant le soulèvement, est située dans une zone qui n'est pas exactement résidentielle mais qui est devenue un symbole et l'épicentre des protestations. Bien qu'il ne s'agisse pas d'un quartier résidentiel, certaines personnes sont allées passer la nuit et vivre sur la place et aux alentours pendant le soulèvement.

4 Ces expressions vont de la distribution de nourriture aux manifestants, aux concerts, aux dynamiques collectives et communautaires, en passant par la satisfaction de différents besoins avec des initiatives de solidarité et d'entraide.

5 Notamment les cas des secteurs de Lo Hermida ou de Pudahuel, où pendant plusieurs jours, le commissariat et toutes les forces de police du secteur ont été supprimés, laissant le territoire sous le contrôle de ses habitants, qui disposaient, entre autres, de postes de santé pour les blessés et de stocks de nourriture.

par les forces répressives.

Face à cette réalité, il est nécessaire de réitérer le refus de créer des fiefs, des forteresses ou des bastions de combat contre l'État, car la force militaire des puissants est tout simplement infiniment plus grande que celle de l'insurrection. Mais d'un autre côté, croire en l'établissement de bulles de liberté au sein du système est un mirage et une fausse oasis.

Théoriquement, les îlots de liberté ne peuvent être libres tant que l'exploitation et l'oppression existent, mais tactiquement aussi, c'est un désastre d'affronter l'assaut de l'État. En vue de cela, il est nécessaire de regarder d'autres expériences historiques liées au territoire dans lesquelles nous trouvons du Contrôle Territorial maintenu par l'autonomie au sein du peuple Mapuche ou des expressions de saisies territoriales exercées pendant la dictature et au début de la démocratie.

La lutte se base sur un territoire, et réussir à expulser l'État, même si ce n'est que partiellement et momentanément d'un territoire, permet de réfléchir aux possibilités de vivre sans lui. Elle ouvre la voie à l'abandon des pétitions et des négociations avec l'État. La multiplication de cet exercice donne une chance de sortir de l'asymétrie en ouvrant de nouveaux foyers, toujours à partir et pour la destruction des relations de pouvoir et de leurs structures, en résolvant le quotidien loin de leurs institutions.

Dans cette dimension territoriale, l'affinité devient la porte et l'axe pour se relier, en échappant aux notions de pouvoir populaire, de comités centraux ou de grandes fédérations de « communes libres ». Considérant la liberté et le développement de l'individu et de ses liens comme une priorité, les relations d'affinité ont pour but d'autonomiser les individus dans une libération totale. Si nous nous détachons de ces notions et outils pour nous lier au territoire en hypothéquant le présent pour un futur où le développement de l'individu est intégral, nous ne creuserons pas seulement notre propre tombe mais nous la creuserons avec la même pelle que d'autres compagnons l'ont fait à d'autres moments historiques. Notre présent est le futur.

Le renforcement des territoires en révolte est inévitable et est bénéfique dans la lutte contre l'État. La contestation de la dimension territoriale s'avère être l'un des nombreux axes où se déroulent les luttes de la révolte. Malgré la possibilité de s'organiser pour les besoins minimaux de survie dans des territoires ou d'autres catégories imposées, c'est dans le quartier, dans la ville ou dans le territoire dans lequel nous vivons que nous pouvons renforcer les groupes d'affinité, leurs conceptions des relations et leur coordination, nous amenant à développer le conflit sans hypothéquer notre histoire, nos formes et nos trajectoires anarchiques informelles.

